

L'intellectuel et l'islamisme

En réponse à Hacén Rémaoun, Addi Lahouari a publié dans l'édition de dimanche du Soir d'Algérie une contribution qui appelle quelques remarques.

L'article final de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) traduit la crainte, qu'avaient ses rédacteurs, que tel droit ou telle disposition consigné dans ce document soit instrumentalisé à l'encontre d'une partie ou de l'ensemble des droits qui y sont énoncés. D'où l'anticipation posée en son article 30. Pour parer au risque décrit, ils apposent un véritable «scellé» en clôture de la déclaration : «Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.» La contribution d'A. Lahouari publiée dans *le Soir d'Algérie* illustre parfaitement la pertinence de cet article 30. Il nous faut considérer le plaidoyer de A. Lahouari non seulement dans sa pertinente condamnation de principe de la torture et du rejet sans appel qui en découle, mais aussi dans la finalité qu'il donne à cette condamnation. Son argumentaire, s'il est recevable dans sa critique de l'autoritarisme de l'État, ne l'est absolument pas dans son obstination à(re)légitimer les attitudes conciliantes à l'égard de l'obscurantisme islamiste. Il n'y a que l'auteur, lui-même, pour croire que sa contribution peut passer pour un avis exprimé avec la rigueur de l'universitaire, et que son caractère partisan étroit, dissimulé et camouflé échappera aux lecteurs.

Ce n'est pas la première fois que le promoteur de la thèse de la fécondité de la régression islamiste mobilise «sa science» pour enrober des positionnements politiques conciliants avec l'islamisme. Alors qu'il est attendu de lui qu'il nous explique où il en est de la vérification de sa théorie ; une théorie, dont nous attendons toujours les délices, puisque le fond de l'idée est qu'il ne fallait pas se braquer sur les fruits amers dont la «dégringolade» régressive nous a gavés avec magnanimité. Le voilà qu'il étend aux droits de l'homme le sort qu'il a fait à la sociologie. La DUDH est mobilisée au service du clergé islamiste. La DUHC et le droit humanitaire en général sont présentés, de façon tendancieuse et spéieuse, comme opposables aux seuls États. Pas un instant il n'explique que l'antagonisme entre les droits de l'homme et l'islamisme est essentiel. Elle n'est pas dans les formes, ou les aspects de détails, elle est dans l'essence même de chacun des deux corpus. S'il a absolument raison d'affirmer que l'État algérien, dans le traitement de la violence islamiste, devait, et doit, s'interdire tout recours à la torture ; toute atteinte aux «droits naturels» des individus, cette protection des individus et de leurs droits ne peut en aucun cas être invoquée pour fonder, promouvoir et porter des conceptions attentatoires aux droits de l'Homme. Les «droits naturels» de ces individus leurs octroient-ils le «droit» de construire leur État islamique ? Pour échapper à cette question, A. Lahouari introduit, en filigrane de son argumentaire, une confusion entre islamisme et islam. «L'habitus religieux n'est pas que chez les islamistes. Il existe aussi chez ceux qui réifient des constructions sociales au détriment du droit naturel des individus à la vie et à leur intégrité physique.» On voit bien là que l'opposition entre l'islamisme et le souverainisme tatillon d'un côté, et la DUDH, de l'autre, n'est pas de même nature. Les souverainismes tatillons, qui ont succé-

Par Mohand Bakir

dé aux luttes pour les indépendances et ont accompagné les politiques développementalistes, en contrevenant aux droits de l'homme, en les bafouant, trahissent leur propre nature et dérogent à leur vocation de promotion de ces droits. Alors que l'islamisme en s'opposant à ces droits, ou en les instrumentalisant, exprime son essence totalitaire, négatrice des droits politiques des individus et de la citoyenneté. Il faut reconnaître qu'il y a bien plus de facilité à porter atteinte aux droits naturels des individus dans les systèmes théocratiques (Iran, Afghanistan, Pakistan, Soudan, Arabie saoudite...), qu'en Algérie par exemple.

Le propos de M. Lahouari perd encore plus de son crédit, lorsque, entraîné par ses a priori idéologiques et ses affinités politiques, il cite un ancien ministre des gouvernements de Boumediene, parmi les sommités du droit international.

Certainement qu'à l'appui de ce jugement, il pourrait nous fournir quelques ouvrages de référence en la matière, que le vénérable Ali Yahia Abdenmour aura signés de sa plume (La plateforme de Sant'Egidio mise à part) ?! Alors que la torture était pratique courante, Ali Yahia Abdenmour n'était nullement gêné ni par cette pratique ni par la proximité d'un dictateur. Mais comment attendre cela de quelqu'un qui, encore aujourd'hui, met son action politique au service du fascisme ?

Le propos de A. Lahouari finit de fondre comme neige au soleil, et se révèle dans toute son inconsistance, lorsqu'après les doctes explications censées démontrer l'avance acquise, outre-Méditerranée, sur l'intellectuel resté au pays des généraux «condamnés» à attendre la fécondité promise, il finit par s'emmêler les pinceaux et trahir sa totale ignorance en la matière où il prétend donner des leçons. Il confond les Tribunaux internationaux dont la compétence connaissait des limites de durée et de territorialité, et la Cour internationale de justice, instituée par le statut de Rome, dont la compétence est réputée universelle, ou du moins est-elle projetée en tant que telle. Même mieux, il va dans la confusion jusqu'à croire que la signature d'un traité international vaut ratification et donc transposition dans le droit national. L'Algérie est l'un des Etat signataires du traité de Rome, mais à ce jour, elle n'a pas procédé à sa ratification, ce qui exclut l'Algérie de compétences de la Cour pénale internationale. Ce n'est pas pour autant que l'Algérie, quels que soient les événements et les circonstances, se trouve hors du champ de compétences de la CPI, une situation qui pourrait être qualifiée de génocide, d'atteintes graves aux droits de l'homme, une situation où l'État algérien paraîtrait avoir renoncé à son devoir de protection de ses citoyens peuvent enclencher des actions de la CPI (par auto-saisine de son procureur, ou injonction du Conseil de sécurité de l'ONU) à l'encontre de l'État algérien. La question est donc de savoir si cet État risque et peut se mettre dans cette situation. La «communauté internationale» est loin d'être cette harmonie parfaite qui se mobilise pour la veuve et l'orphelin, et le droit humanitaire est trop souvent réduit à un faire-valoir des volontés impériales des puissances qui dominent le monde. Le droit humanitaire préfigure une société mondiale plus égalitaire, plus juste, plus humaine, mais il faudra que toutes les forces de progrès s'investissent dans cette nouvelle lutte pour un monde fait par l'Homme pour l'Homme.

M. B.

LE MAL POLITIQUE

Ou le boumediénisme

Les contributions des moudjahidine Mohamed Maarfia et Mahdi Chérif ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le microcosme algérois, au grand bonheur de bon nombre d'Algériens avides d'en savoir un peu plus sur leur histoire verrouillée, cloisonnée et étouffée par un système qui a l'air de mépriser la mémoire des hommes et des événements.

Leurs témoignages, à travers les colonnes du *Soir d'Algérie*, sont à applaudir, d'autant qu'il s'agit de faits et d'hommes que le système, mis en œuvre par Houari Boumediene, a voulu effacer de la mémoire collective.

D'évidence, le monde s'interroge sur le silence des stentors du boumediénisme d'autant qu'il s'agit de délits, de crimes et d'atteintes à la dignité humaine régulièrement portés sur la place publique. Mais les dernières révélations en relation avec des héros de la Révolution de Novembre, les colonels Amirouche et Si El-Haoues, morts sans sépulture et leurs dépouilles enfouies dans les sous-sols d'une gendarmerie, après avoir subi le même sort dans une caserne militaire de l'armée française, outre qu'elles donnent froid dans le dos, ne sont pas de nature à honorer les auteurs de ce délit de profanation... Méditons cette maxime : «Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.» En guise de réponse, l'opinion publique a eu droit à un fatras d'arguties agités depuis le 13 octobre 2011, date du premier article de Mohamed Maarfia, par une petite poignée de thuriféraires et autres laudateurs du régime de Boumediene avec lesquelles ils n'arrivent à convaincre personne. Mais la plus surprenante des réponses, vient sans doute de Nouredine Boukharouba, livraison du *Soir d'Algérie* du 30 décembre 2011, dont voici résumé en substance le contenu et le style : «Qu'on nous dise pourquoi

Houari Boumediene, dont le seul regard faisait trembler les plus endurcis de ses adversaires, pourquoi donc aurait-il eu peur de quelques ossements de qui que ce soit...» Si M. Nouredine Boukharouba

Boumediene, après avoir transformé l'Algérie en prison à ciel ouvert que les Algériens ne pouvaient plus quitter sans «une autorisation de sortie du territoire», s'est par la suite lancé dans une véritable traque des opposants. Voilà pourquoi il est poursuivi à son tour par l'histoire indomptable...

ne renie pas la réputation d'un parent qui inspirait la peur, il semble, à en juger par les propos, qu'il en tire motif à gloire ! Cela peut à la rigueur se comprendre, mais la question lancinante qui reste posée est de savoir si l'Algérie gagnait à être gouvernée par la peur ou la raison ? Ce faisant, par de telles déclarations, n'enfonce-t-il pas un peu plus l'homme de tous les coups de force : dont les plus connus sont les coups d'Etat de 1962 contre le Gouvernement provisoire, de 1965 contre Benbella, l'homme coopté par lui trois ans plus tôt...

Paradoxalement, la réponse de N. Boukherrouba ne fait que justifier, si besoin est, l'insurrection du 14 décembre 1967 (qu'il considère comme «trahison, déloyauté, et tutti quanti») contre le pouvoir d'un colonel qui avait suscité beaucoup plus la crainte au lieu d'inspirer le respect, l'admiration, voire l'amour... Ne serait-ce pas du pur sadisme pour un homme d'Etat de faire trembler son monde ? Les Algériens ne lui ont pas exigé de lire, de s'imprégner et de respecter les idées des Lumières, mais il y avait un minimum de morale politique à observer envers un peuple encore traumatisé par une sale guerre ayant duré plus de 7 ans...

Au-delà du résultat, de cette tentative de coup d'Etat de 1967 relaté par Mohamed Maarfia et Mahdi Chérif en toute objectivité et que M. N. Boukharouba juge «lamentable», le fait de s'insurger prouve que ces hommes ne

tremblaient pas devant Houari Boumediene et le régime de terreur par lui instauré.

En effet, il fallait beaucoup de courage, dans un pays tenu d'une main de fer, à quelque 5 000 personnes d'entrer en dissidence à cette époque, dont 2 000 environ furent interpellées et des centaines enfermées (sans jugement) pendant des années dans des prisons dont la plus sinistre et la plus inhumaine était certainement la prison militaire d'Oran⁽¹⁾.

Les propos du neveu de Boumediene sont pour le moins étranges. Ils sont tenus par un universitaire de son état, nanti d'un titre scientifique réputé être guidé par l'idée de raison et la rigueur des connaissances vérifiables de l'être humain.

Celui qui semble «peiné par la haine et la désinformation subies par son pauvre oncle» doit sans doute ignorer que ces gens et leurs compagnons d'armes, leurs proches, leurs amis, leurs voisins, se comptant par centaines dans ce cas, n'ont pas fait état (certainement par pudeur ou par décence), de ce qu'ils ont subi personnellement dans les geôles, et leurs familles à l'extérieur, comme atteintes à la dignité humaine, au droit de la personne et des prisonniers politiques... **quoique le moudjahed Mahdi Chérif en avait fait allusion dans sa contribution....**

Et voilà en quels termes injurieux, vindictifs, voire hargneux M. Boukharouba traite des hommes qui se sont élevés contre le pouvoir d'un colonel qui assume sa dictature (exempt selon son neveu de tout reproche), pour faire trembler tous les Algériens en désaccord avec lui : («Cette brochure d'ex-officiers rebelles, copains issus d'un même «douar» ; «...Ils se tenaient au garde-à-vous devant ces grands chefs d'alors, sans oser lever les yeux ni dire un mot...» ; Ils ont trahi leur frère d'armes d'hier lors de la tentative de putsch lamentable de décembre 1967 et tenté de l'assassiner par la suite...» ; «La déloyauté et la trahison sont les titres de noblesse de ces mercenaires de la plume...» Enfin ! on peut comprendre le fana-

tisme et la sublimation du règne de Boumediene par ses idolâtres et a fortiori par son parent, mais sachons raison garder : au nom de quelle légitimité, ou pour quel autre motif un Algérien (soldat ou civil) accepterait-il de se mettre «au garde-à vous et sans mot dire» en voyant son pays livré à la merci d'un dictateur ? A elle seule, cette phraséologie de glorification de Boumediene et de son règne est une sentence sans appel du boumediénisme et elle justifie pleinement tous les actes de rébellion, les tentatives de coup d'Etat et d'assassinat dont fut l'objet cet homme en 1967, en 1968, etc.

Le Boumediénisme, en tant que système de pouvoir autocratique et cryptocratique, est fondé sur l'absolutisme beylical d'esprit et l'autoritarisme militaire de fait, matérialisés par des coups de force, précédés de calculs froids, alimenté par la paranoïa et la méfiance envers tout le monde, ayant pour lubrifiant la ruse pay-sanne et appuyé d'une seule devise : «La fin justifie les moyens.» N'oublions pas que l'unanimité contre cet homme ne remonte pas à 1967, ou 1968, elle commença en 1962 lorsque le GPRA lança un mandat d'arrêt contre «cet officier rebelle» (sic) et ses compagnons de l'EMG... Un proverbe dit : «On ne reçoit qu'en raison de ce que l'on donne.» Et ce n'est pas un hasard si tous les historiques de la première heure ou presque (Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf, Krim Bekacem, Mohamed Khider, le colonel Mohamed.